



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA
Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

Le président Hollande était à Ankara. Il faut surtout retenir l'intention politique, mais reste le dossier épineux de l'élargissement de l'Union européenne à la Turquie qui constitue un obstacle majeur dans les relations bilatérales. Bloquées du temps de Nicolas Sarkozy, les négociations en vue d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne pourraient relancer les pourparlers. Mais François Hollande l'assure: **ce sont les Français qui auront le dernier mot.** Des échanges, des discussions et **au final, des affaires**

L'Ukraine s'est invitée au sommet UE- Russie. Glacial à priori, mais des intérêts commerciaux et économiques communs poussent les Vingt-huit à préserver leur partenariat avec Moscou. **Ni l'UE, ni la Russie n'a finalement cherché à condamner les actions de** l'autre partenaire de négociations, notamment sur la question ukrainienne. Et un compromis a été trouvé sur la question du Partenariat oriental.

Allemagne Angela Merkel a présenté mercredi les projets de son gouvernement, marqués par **un souci de justice sociale,** défendant notamment une amélioration coûteuse des retraites sévèrement critiquée par les milieux économiques et l'introduction d'un salaire minimum.

Parlement. Enquête sur la troïka. Chronique d'une **mort annoncée.**

Réforme bancaire. Le très attendu projet européen de Michel Barnier est jugé irresponsable en France **JPV**

INSTITUTIONS

La Date 22 janvier 1963

Signature par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer du Traité de l'Elysée qui scelle l'amitié franco-allemande. Le 22 janvier a été déclaré journée franco-allemande en 2003.

Ecosse et Catalogne dans les starting-blocks pour leur indépendance

L'Écosse et la Catalogne luttent pour leur indépendance depuis longtemps. Pour la première fois en 2014, leur rêve se réalise : des référendums sur leur autonomie sont planifiés pour la fin de l'année dans les deux régions. La volonté d'indépendance fait surgir une multitude de problèmes au sein d'un pays membre de l'Union européenne. Notamment celle de l'appartenance à l'UE ; nul ne sait si cette appartenance est automatique, ou si une nouvelle procédure d'adhésion doit se mettre en marche.

Pour en savoir plus **La Convention de Vienne** du 22 août 1978 sur la succession **d'États peut être instructive**. Bien que l'Espagne et le Royaume-Uni n'aient pas ratifié cette convention, son article 34 est très souvent évoqué sur le sujet : « tout traité en vigueur à la date de la succession d'États à l'égard de l'ensemble du territoire de l'État prédécesseur reste en vigueur à l'égard de chaque État successeur ainsi formé... ».

Le lien des États aux traités internationaux dépend des règles institutionnelles de chaque institution. Par exemple, l'ONU traite différemment la question dans sa Charte: « Lorsqu'un nouvel État est créé, quels que soient le territoire et la population qui se composent – que ceux-ci aient ou non fait partie d'un État membre de l'ONU- ce nouvel État ne peut, dans le système prévu par la Charte, se prévaloir du statut de membre de l'ONU ».

La Commission européenne partage l'opinion de l'ONU, si l'on en croit les paroles de José Manuel Barroso en 2012 : « **Si une partie d'un territoire d'un État membre cessait de faire partie de cet État, les traités ne s'y appliqueraient plus.** »

COMMISSION/CONSEILS

Privation du droit de vote: la Commission prend des mesures pour **défendre le droit de vote des citoyens de l'UE résidant à l'étranger**

La Commission européenne a publié des recommandations à l'intention des États membres de l'UE dont la réglementation a pour conséquence de priver leurs ressortissants de leur droit de vote aux élections nationales, du seul fait que ceux-ci ont exercé leur droit de libre circulation dans l'UE. **Cinq États membres (le Danemark, l'Irlande, Chypre, Malte et le Royaume-Uni) appliquent actuellement un régime produisant cet effet.** Si, en vertu des traités de l'UE, les États membres sont compétents pour déterminer qui peut participer aux scrutins nationaux, **les pratiques privent des citoyens**

de leur droit de vote lors de ces scrutins peuvent porter atteinte aux droits en matière de libre circulation dans l'Union. De telles pratiques sont également **en contradiction avec le principe fondateur de la citoyenneté européenne**, qui vise à conférer aux citoyens des droits supplémentaires plutôt qu'à leur en retirer.

Les recommandations publiées ce jour par la Commission visent à résoudre ce problème de manière proportionnée, en invitant les États membres à

- **permettre à leurs ressortissants qui exercent leur droit de libre circulation dans l'UE de conserver leur droit de vote aux élections nationales** s'ils peuvent prouver la persistance de leur intérêt pour la vie politique de leur pays, notamment en demandant à rester inscrits sur les listes électorales;

- lorsqu'ils autorisent leurs ressortissants résidant dans un autre État membre à introduire une demande pour conserver leur droit de vote, à **faire en sorte que cette demande puisse être soumise par voie électronique.**

- **informer leurs ressortissants, en temps voulu et d'une manière appropriée, des conditions à remplir pour conserver leur droit** de vote aux élections nationales et des modalités pratiques à cet égard.

Exemples

***Un couple de Danois s'est établi en Pologne pour y travailler, tandis que leur fille est restée au Danemark pour terminer ses études.** Ils rentrent souvent à Copenhague pour voir leur famille et leurs amis et ils suivent de près les évolutions politiques et sociales du Danemark où ils ont l'intention de retourner vivre à terme. Toutefois, ils ne peuvent pas voter aux élections nationales, puisque les ressortissants danois qui quittent le pays ne sont autorisés à rester sur les listes électorales que s'ils ont l'intention de rentrer dans un délai de deux ans.

***Un ressortissant britannique s'est installé en France après avoir pris sa retraite,** mais il reste en contact étroit avec ses amis et sa famille au Royaume-Uni. Il est toujours propriétaire d'un appartement au Royaume-Uni et il suit l'actualité politique nationale en écoutant la radio et en regardant des chaînes de télévision britanniques, largement diffusées dans d'autres pays de l'UE. Toutefois, 15 ans après avoir pris sa retraite, il ne peut plus voter aux élections nationales britanniques.

Barroso réprimande l'attitude britannique sur l'immigration

La Commission européenne s'attaque aux pays qui cherchent à limiter la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. Elle qualifie leur attitude de « chauvinisme » pétri de stéréotypes, un reproche dissimulé destiné avant tout au Royaume-Uni.

PARLEMENT

Les députés anticipent la fin de la Troïka

Le mécanisme européen de lutte contre la crise a besoin de véritable responsabilité démocratique et de canaux de responsabilités clairs. Il doit prendre davantage en compte les conséquences sociales et avoir la capacité de corriger les recommandations politiques lorsqu'elles se révèlent inadéquates. Telles sont les premières conclusions tirées par les députés lors du débat ce jeudi sur le projet de rapport concernant les opérations de la Troïka (BCE, FMI et Commission européenne)

ETATS

Allemagne

L'Allemagne introduit la retraite à 63 ans

La grande coalition a présenté ce jeudi sa réforme des retraites avec plusieurs assouplissements de celle de 2007. Mais le financement pourrait manquer rapidement.

Un supplément pour les mères

Deuxième mesure phare : la création d'un supplément retraite pour les mères qui ont eu des enfants avant 1992 qui correspond à 28 euros par an à l'ouest et à 26 euros à l'est. Ce supplément sera appliqué à partir du 1er juillet.

Les cotisations vont s'alourdir Comment financer ces mesures ? Dans l'immédiat, il n'y a aucune urgence : les caisses de retraites sont excédentaires et disposent d'une réserve de 31 milliards d'euros. Mais ces réserves vont fondre rapidement. La grande coalition a donc décidé d'annuler la baisse prévue des cotisations retraite de 18,9 % à 18,3 % du salaire brute et annonce une augmentation progressive de ces dernières à partir de 2019. En 2019, la cotisation passera à 19,7 % puis montera progressivement jusqu'à 22 % au cours de la décennie suivante. **Pour l'heure, l'Allemagne fait mieux que prévu sur son volet Chômage.** Le taux est resté inchangé en janvier à 6,8% et le nombre de chômeurs a davantage baissé qu'attendu

Un projet directement inspiré du contrat de coalition signé le mois dernier et qui devait répondre aux promesses de la SPD et de la CDU et qui détricote en partie la réforme portée en 2007 par la SPD qui instaurait en 2030 la retraite à 67 ans. Le coût total de cette mesure va progressivement s'alourdir : de 900 millions d'euros cette année, il va passer à 3,1 milliards par an en 2030.

Autriche

Des milliers de manifestants contre les populistes

Comme chaque année, le parti autrichien populiste FPÖ organisait ce vendredi dernier son bal annuel au palais impérial d'hiver de Vienne, la Hofburg. Et comme chaque année, des milliers de manifestants se sont rassemblés pour tenter "*d'empêcher le plus grand rassemblement de l'élite d'extrême-droite européenne.*" Il y a eu quelques incidents.

Croatie

La Croatie sermonnée par l'Europe pour son déficit, six mois après son entrée dans l'UE

Les ministres des Finances de l'Union européenne ont décidé, mardi 28 janvier, d'ouvrir une procédure de déficit excessif contre la Croatie, moins de sept mois après son adhésion à l'UE.

Le pays, qui a rejoint l'Union européenne en juillet 2013, enregistre un déficit public de plus de 5% depuis 2009, tandis que le plafond fixé par l'UE est de 3%. La semaine dernière, l'agence **Standard & Poor's a abaissé sa note souveraine**, estimant que la Croatie devrait connaître en 2014 sa sixième année consécutive de récession.

Espagne

Le ministre des finances espagnol dresse le portrait d'un pays en convalescence

Il dépeint une image positive des progrès économiques de l'Espagne aux députés. Selon lui, les réformes en cours permettent de tracer des perspectives optimistes. Les failles du marché du travail et du logement ont été rectifiées, la dette extérieure a baissé et les investissements directs étrangers ont augmenté. Il estime que grâce aux réformes du secteur bancaire, les banques espagnoles ont des grandes chances de réussir les prochains tests de la BC

France

François Hollande a rencontré mardi, à l'Élysée, Peter Hartz, le père des réformes du marché du travail en Allemagne il y a dix ans

Pour en savoir plus Peter Hartz était le chef du personnel de Volkswagen. Il a réalisé un rapport qui proposait un certain nombre de réformes sur le marché du travail allemand. Et donc c'est lui qui est à l'origine des quatre lois qui ont suivi en 2003 et en 2004 en Allemagne. Ces lois portaient sur l'introduction de l'intérim qui n'existait pas du tout en Allemagne à ce stade-là, le développement de ce qu'on appelle les « mini-jobs », c'est-à-dire les boulots où les gens gagnent moins de 400 euros par mois et ne sont pas soumis à cotisations sociales, et surtout celle qui a le plus marqué, c'est celle

qui a réduit la durée d'indemnisation du chômage et soumis les chômeurs à un régime très strict pour les obliger à prendre du boulot. En gros, c'est ce qu'on appelle la loi « Hartz 4 »

Malte

Sous pression de l'UE, Malte amende son projet de "vente" de la citoyenneté

Confrontées à la grogne du Parlement et de la Commission européens, les autorités maltaises ont décidé de modifier un projet de loi, qui visait à "vendre" la citoyenneté aux non-Européens. Ce projet est désormais assorti d'une clause de résidence d'au minimum 12 mois dans le pays,

République Tchèque

Selon le Premier ministre tchèque, le Groupe de Visegrád devrait faire pression pour mettre fin aux violences en Ukraine

Selon les déclarations du Premier ministre tchèque, Bohuslav Sobotka, la crise politique en Ukraine devrait toucher l'ensemble de l'Europe centrale. Selon Bohuslav Sobotka, les quatre pays du Groupe de Visegrád, à savoir **la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie**, devraient être en mesure d'adopter une approche commune à l'égard de cette crise, et de faire pression sur les deux parties au conflit, afin de mettre un terme aux hostilités et d'adopter une solution démocratique

Un nouveau gouvernement

Ca y est. Fini le provisoire. Depuis ce mercredi, la République tchèque possède un nouveau gouvernement. Un peu plus de trois mois après la tenue des élections législatives, le cabinet dirigé par le Premier ministre social-démocrate Bohuslav Sobotka a été nommé, ce mercredi, par le président de la République, Miloš Zeman. La coalition tripartite composée des sociaux-démocrates, du mouvement ANO (Action des citoyens mécontents) et des chrétiens-démocrates succède au gouvernement intérimaire de Jiří Rusnok, finalement resté en place plus de six mois. **Oui, mais pour combien de temps ?**

Slovénie

Le conflit bancaire se rallume entre la Slovénie et la Croatie

Ljubljana a accusé Zagreb mardi d'avoir enfreint l'accord intervenu en 2013 pour régler un vieux contentieux financier qui avait longtemps empoisonné les relations entre ces deux voisins européens

***Pour en savoir plus* La Croatie exige le remboursement de 27 millions d'euros**

Un tribunal de Zagreb a en effet exigé que les banques slovènes remboursent plus de 27 millions d'euros déposés par des épargnants croates

il y a plus de deux décennies. Or **la Croatie s'était engagée à "mettre en veille" les poursuites judiciaires** engagées devant sa justice contre NLB, **aux termes d'un accord trouvé en mars 2013. Le conflit était resté en suspens** jusqu'à ce que la Slovénie ne menace la Croatie de ne pas ratifier son traité d'adhésion à l'UE en juillet 2013, si un accord n'était pas trouvé pour solder leur différend.

Rappel. Au moment de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, quelque 430.000 Croates avaient placé leurs économies à la Ljubljanska Banka LB, qui a fait faillite dans les années 1990. La Croatie avait alors dédommagé la plupart de ces épargnants. Mais le pays a exigé que la Ljubljanska Banka NLB, qui a succédé à LB, lui restitue ce montant.

ECONOMIE/FINANCE

Paris et Berlin relancent la «taxe Tobin» européenne

Paris et Berlin veulent relancer le projet de taxe sur les transactions financières qui patine depuis plusieurs mois. Le ministre de l'Économie, **Pierre Moscovici**, et son homologue allemand, **Wolfgang Schäuble**, ont affirmé leur volonté commune à l'issue d'un Conseil économique et financier franco-allemand. «

Pour en savoir plus Sur le papier, onze pays de l'Union européenne, dont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, se disent prêts à instaurer une taxe Tobin «à l'européenne». Mais le projet élaboré par la Commission a pris du retard faute d'accord sur les contours.

Le projet initial prévoit de taxer à 0,1 % les échanges d'actions et d'obligations et d'appliquer un taux de 0,01 % sur les contrats dérivés. La taxe s'appliquerait partout dans le monde dès lors que l'acheteur ou le vendeur est installé dans l'un des pays de l'UE où elle est mise en œuvre. Ce cadre soulève de nombreuses critiques. Du lobby bancaire, mais aussi des grandes places financières, en tête Londres et New York.

La Bundesbank prône l'impôt sur la fortune au sein des Etats menacés de faillite

La Bundesbank lance une idée fiscale où on ne l'attendait pas. Les Etats menacés de faillite devraient pouvoir lever à titre exceptionnel une taxe sur la fortune des particuliers, au lieu de quémander de l'aide à des pays voisins, propose la très orthodoxe institution dans son rapport mensuel

Pour en savoir plus **Un bilan encourageant**

Dans le même temps, la Bundesbank dresse dans son bulletin mensuel un bilan encourageant des mesures prises dans six pays de la zone euro (Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Espagne et Chypre) depuis l'éclatement de la crise en 2007. Ces pays ont connu une nette amélioration des soldes de

*la balance des paiements : les importations ont diminué tandis que les exportations sont reparties de l'avant. De tels résultats sont le fruit de mesures prises pour renforcer la compétitivité et conquérir des marchés extérieurs. **La Grèce semble encore à la traîne**, mais ce pays était frappé par les plus gros problèmes lorsqu'a éclaté la crise.*

Sur fond de chômage se stabilisant à un niveau record, **les réformes pour dynamiser le marché du travail commencent à payer**, estime encore la Bundesbank. Les Etats sont invités à poursuivre les efforts pour dynamiser leurs économies. Car l'autre point noir concerne la dette publique parfois supérieure au PIB, faisant que les Etats en crise demeurent exposés à de nouveaux chocs.

Régulation financière : les grandes banques dans le collimateur de Bruxelles

Michel Barnier, commissaire européen au marché intérieur et aux services financiers, a présenté, mercredi 29 janvier, **son projet de réforme structurelle des grandes banques européennes**

Le projet Barnier s'organise autour de **deux mesures phares**.

La première vise à interdire aux banques, dès 2017, de spéculer pour leur propre compte sur les produits financiers s'échangeant sur les marchés (actions, obligations, produits financiers complexes...) ainsi que sur les matières premières.

La deuxième mesure attribue aux autorités de contrôle du secteur bancaire le «*pouvoir*» d'imposer le cantonnement, dans une filiale séparée, d'autres activités de marché jugées à haut risque, réalisées pour leurs clients. Ce pouvoir se transforme en «*obligation*» de faire si les volumes de transactions en jeu deviennent trop importants.

Pour en savoir plus

La proposition de règlement (cerise sur le gâteau de la réforme financière engagée par l'Union européenne) vise avant tout **une trentaine de grandes banques européennes qui représentent un risque en cas de faillite**, parce que "trop complexes et interconnectées pour que nous soyons sûrs de pouvoir gérer leur sauvetage sans effet systémique" souligne le commissaire Barnier

Les critiques fusent face aux propositions de réforme. Il s'agit d'une véritable "passe d'armes autour de la séparation bancaire" comme le titre L'Opinion. **L'Allemagne et la France qui font "front commun"** ont ainsi déjà fait part de leur inquiétude à Bruxelles. Parlant au nom des deux pays, **Pierre Moscovici**, ministre français de l'Economie, a déclaré "Nous demandons que le texte respecte les législations que nous avons prises" Une

réaction prévisible puisque la réforme prônée par la Commission vise notamment BNP Paribas et Deutsche Bank.

Parallèlement à ce sujet, les divisions persistent sur le projet d'union bancaire. Réunis mardi, les ministres des Finances des 28 se sont concertés pour espérer convaincre le Parlement européen du bien-fondé de l'accord trouvé en décembre. Le fonds commun de résolution, la mutualisation des risques ainsi que la gouvernance du mécanisme de résolution sont les trois points de blocage entre les 28 et le Parlement

RELATIONS EXTERIEURES/ ETATS HORS DE L'UE 28

La crise en UKRAINE.

Main tendue cadeau empoisonné à l'opposition

Le président Ianoukovitch a proposé samedi de remplacer le Premier ministre Azarov par le leader de Batkivchina, le parti de Ioulia Timoshenko : Arseniy Yatseniouk. Une offre alléchante, un cadeau empoisonné, finalement rejeté par l'opposition, mais pas assez vite pour les militants. Dimanche soir, les manifestants occupaient le ministère de la justice.

Mardi Le premier ministre sacrifié, les lois contestées abrogées

Réuni en session extraordinaire, le Parlement a abrogé mardi matin les très sévères lois anti contestation à l'origine de la radicalisation de la contestation pro-européenne. Mikola Azarov fait les frais de la crise

Pour en savoir plus Après deux mois de crise, cette ouverture surprise de Viktor Ianoukovitch est intervenue à l'issue d'une semaine marquée par des violences sanglantes dans la capitale où l'on dénombre trois morts, selon un bilan officiel et six, selon l'opposition. En dehors de Kiev, la contestation s'est renforcée et s'est même propagée dans certaines régions du Nord (Tcherniguiv) et de l'Est (Poltava).

Mercredi, la chancelière allemande, **Angela Merkel**, s'est entretenue par téléphone avec le président russe, Vladimir Poutine, et le président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, pour **plaider en faveur du dialogue**

Jeudi, le président est en congé maladie tandis que le Parlement vote une amnistie sous conditions pour les contestataires jugée inacceptable par l'opposition, comme l'évacuation de certains bâtiments publics toujours occupés, qui craint une manœuvre du président pour casser le mouvement.

Sommet UE-Russie : le dossier ukrainien comme plat de résistance

Pour les dirigeants européens, la politique de Vladimir Poutine a provoqué le chaos qui règne en Ukraine actuellement. Mais

03.02.2014

les Russes, qui participent le 28 janvier à un sommet UE-Russie, accusent au contraire l'UE.

La discussion a été axée sur **le partenariat oriental** que les Européens espèrent toujours mettre en place avec la Géorgie, la Moldavie et peut-être un jour l'Ukraine.

Pour masquer les divergences politiques et stratégiques, **les responsables continuent donc d'évoquer la naissance d'un « espace économique commun, de Lisbonne à Vladivostok »**

Bruxelles rejette, en tout cas, catégoriquement l'idée d'un dialogue à trois Russie-Ukraine-UE suggéré par le président Ianoukovitch. « *L'Ukraine doit choisir* » L'accord qu'ils entendent signer avec Kiev est toutefois fondamentalement incompatible avec l'Union douanière proposée par Moscou.

Pour en savoir plus Mais si, jusque récemment, le dirigeant russe il avançait des arguments politiques, accusant l'Europe d'"ingérence indécente" dans les affaires de l'Ukraine, il a choisi mardi de jouer sa partie sur le plan économique. "La Russie respecte les droits souverains de nos partenaires de l'ex-bloc soviétique. Si les Ukrainiens ont besoin d'intermédiaires, c'est à eux de le dire. Mais plus il y a d'intermédiaires, plus il y a de problèmes", analyse-t-il, avant d'affirmer que ses préoccupations sont ailleurs.

Selon Vladimir Poutine, l'Ukraine a déjà du mal à payer ses notes de gaz. Il craint de ne jamais revoir les 15 milliards de dollars promis - et très partiellement déboursés - à une Ukraine aux caisses vides et au bord de la faillite financière. Devant la presse, la démonstration est un peu floue, mais "en réunion, il a eu des arguments assez convaincants", confie Herman Van Rompuy, qui ajoute : "Nous aussi."

François Hollande en Turquie **Un Rendez-vous d'importance.**

Lundi et mardi, dernier, François Hollande était en déplacement à Ankara, répondant ainsi à l'invitation lancée par le président de la République de Turquie, Abdullah Gül. Ce voyage est inédit puisque voilà 22 ans qu'un président français n'avait pas foulé le sol turc.

La Turquie vit une crise politique sévère qui commence à se répercuter sur l'économie du pays. La rencontre ne peut être que positive pour le rapprochement des relations franco-turques, mais **l'absence**, dans la délégation qui fait le, **du ministre délégué aux Affaires européennes, Thierry Repentin** n'est-elle pas à considérer comme pour mieux évacuer la question de l'adhésion de ce pays à l'Union européenne". Toutefois, dès le début de sa visite, il a demandé la poursuite du processus chapitre par

03.02.2014

chapitre, **rappelant toutefois que "négociation ne veut pas dire adhésion"**. Mardi c'est **l'aspect économique** de ce voyage qui était clairement mis en avant. «

Pour en savoir plus Le président français s'est efforcé dès lundi de **désamorcer les craintes** que pourrait susciter l'éventualité d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, en assurant que **les Français seraient consultés par référendum sur la question**.

Selon un sondage Ifop pour Valeurs actuelles, **83% des Français s'opposaient début janvier à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne**. La France est de loin, en Europe, le pays le plus réticent à l'adhésion d'Ankara: en Allemagne, 72% des citoyens la désapprouvent, et 66% au Royaume-Uni. Quoi qu'il en soit, le président français a avancé son pion : **il faut que la Turquie fasse son "travail de mémoire"** sur le massacre arménien de 1915, que la Turquie refuse de qualifier de génocide

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

Alerte rouge: les sachets plastiques ne sont pas solubles dans l'environnement

Les déchets plastiques sont les grands oubliés de la législation européenne sur la gestion des déchets, notamment les emballages. Or les différents textes réglementant leur élimination, recyclage, mise en décharge ou revalorisation doivent être révisés en cette année 2014. Le Parlement européen veut mettre à profit ce toilettage pour accorder une place particulière à ces déchets plastiques, de plus en plus problématiques, aussi bien en termes de santé que d'environnement.

Les déchets plastiques représentent, selon les sources, de 13 à 25 millions de tonnes par an dans l'Union, dont 40% pour les seuls emballages

Des militants pro-OGM descendent dans la rue pour le riz doré

Des partisans des OGM ont lancé une campagne pour que l'UE autorise la mise sur le marché des OGM. En commençant par une manifestation devant l'un des bureaux bruxellois de Greenpeace.

Le comble est que **Patrick Moore, l'un des membres fondateurs de Greenpeace, est à l'origine de cette manifestation**. Il affirme que les cultures génétiquement modifiées, comme le « **riz doré** », **enrichi en vitamine A**, pourraient éviter la mort de millions de personnes ainsi que la cécité liée à une mauvaise nutrition dans les pays en développement.

L'Allemagne réduit ses subventions aux entreprises sur l'énergie

03.02.2014

Le 22 janvier, le gouvernement a étonnamment approuvé des réductions sur l'abattement des prix de l'énergie pour les entreprises. Ces mesures s'appliqueront aux centrales électriques actuelles et futures ainsi qu'aux entreprises qui produisent elles-mêmes leur électricité. L'industrie devra payer 90 % des subventions sur les énergies renouvelables.

Selon l'entreprise chimique Bayer, **les centrales électriques privées ne seront plus viables économiquement.**

SOCIAL

Réduire la charge administrative pour simplifier la libre circulation des citoyens et des entreprises

La libre circulation des personnes et des entreprises est l'un des droits fondamentaux de l'Union européenne, mais n'est pas toujours si simple à réaliser. Bien qu'il n'y ait aucune exigence d'établir l'authenticité de nos passeports, ce n'est pas le cas pour d'autres documents publics tels que les certificats de naissance ou de mariage. Les députés européens voteront le 4 février une nouvelle réglementation pour faciliter la libre circulation et réduire la charge administrative.

Pour en savoir plus Afin de pouvoir aller vivre, travailler ou étudier à l'étranger plus facilement, les nouvelles règles supprimeront certaines formalités existantes qui sont souvent longues et coûteuses. Par exemple, il sera **plus facile d'avoir un certificat de naissance reconnu, une maison, d'enregistrer une société, de se marier ou de demander une carte de séjour.**

Les nouvelles règles comprennent **une dispense de la légalisation et de l'apostille, l'acceptation des copies non certifiées et des traductions, la création de formulaires standardisés européens** pour éliminer le besoin de traductions et l'amélioration de la coopération administrative entre les États membres grâce au système d'information sur le marché intérieur (IMI) qui permet de vérifier l'authenticité des documents.

La simplification sera appliquée aux documents relatifs à la naissance, au décès, au nom, au mariage, au partenariat enregistré, à la filiation, à l'adoption, à la résidence, à la citoyenneté, à la nationalité, aux biens immobiliers, au statut et à la représentation juridiques d'une société ou d'une autre entreprise, aux droits de propriété intellectuelle et à l'absence de casier judiciaire.

Ce changement est important par rapport à la situation actuelle, où les citoyens et les entreprises de l'Union européenne doivent généralement prouver l'authenticité des documents et utiliser des copies certifiées

conformes ainsi que des traductions assermentées qui ne sont valides que dans le pays de résidence du traducteur.

BREVES

Les pays de l'UE approuvent une révision des relations avec Cuba

Les pays de l'Union européenne ont approuvé une révision des relations avec Cuba, au point mort depuis plus de 10 ans en raison de la situation des droits de l'Homme dans l'île communiste. La prochaine étape du processus sera une approbation au niveau des ambassadeurs des 28, qui doivent se réunir à Bruxelles le 5 février, avant que cette révision des relations avec Cuba soit validée par les ministres européens des Affaires étrangères lors de leur prochaine réunion le 10 février.

Jackpot de fonds européens pour l'Ile-de-France

Une fois n'est pas coutume, malgré l'austérité budgétaire que s'est imposée en UE, la région Ile-de-France a obtenu une augmentation significative de sa dotation en fonds structurels européens pour la période 2014-2020.

La région va ainsi bénéficier d'une enveloppe globale de 906 millions d'euros provenant à la fois du fonds social européen (FSE), du fonds européen de développement régional (Feder) et du fonds européen agricole de développement rural (Feader) contre 699,4 millions d'euros sur la période précédente (2007-2013).

La France relance la ratification de la Charte européenne des langues régionales

La ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires reprend après un vote favorable à l'Assemblée nationale. Une première étape pour donner davantage de reconnaissance au breton ou au corse.

La reine Elisabeth II sommée de mettre de l'ordre dans ses finances

Dans un rapport publié mardi, le Comité des comptes publics britanniques a épinglé la Maison royale pour ses dépenses ainsi que pour les retards accumulés des travaux de rénovation de ses propriétés

Ska Keller et José Bové en tandem pour les européennes

José Bové et Ska Keller seront les deux têtes de liste des Verts pour la campagne européenne. Ils ont remporté les primaires organisées en ligne à travers toute l'Europe

L'UE hausse le ton face aux États-Unis sur la protection des données

La commissaire européenne en charge de la justice, Viviane Reding, a profité de la journée de la protection des données, le 28 janvier, pour mettre en exergue les failles sur l'accord concernant le transfert des données entre l'UE et les États-Unis et **la Commission européenne menace de suspendre l'accord bilatéral** sur l'accès aux données, si Washington ne renforce pas ses normes de sécurité d'ici l'été.

03.02.2014

La reine d'Angleterre appelée à réduire son train de vie

Les députés britanniques ont demandé à la maison royale de la reine Elisabeth II de réduire ses dépenses et de s'attaquer d'urgence aux travaux de rénovations des bâtiments royaux, qui souffrent de vétusté

MEDIAS EUROPEENS

Le déclin de l'Europe selon Davos et... le patron de Total ***latribune.fr***

Christophe de Margerie, le dirigeant du groupe pétrolier français Total, n'a pas l'habitude de mâcher ses mots. A l'ouverture du Forum économique mondial de Davos, mercredi 24 janvier, il a estimé devant la presse que "l'Europe devrait être reconsidérée comme un pays émergent" et non "comme une économie avancée au même titre que les Etats-Unis ou le Japon". Christophe de Margerie dont le groupe organise vendredi un dîner à Davos sur le futur de l'Europe, frappe fort, disant tout haut ce que beaucoup de participants pensent tout bas.

<http://www.latribune.fr/blogs/inside-davos/20140122trib000811230/le-declin-de-l-europe-selon-davos-et-le-patron-de-total.html>

Paris-Berlin, une idylle à consommer

Libération Economie.

Le tournant social-démocrate de Hollande et l'arrivée du SPD dans la coalition au pouvoir en Allemagne annoncent une phase de rapprochement entre les deux puissances européennes.

Entre la France qui droitise sa politique économique et l'Allemagne qui gauchise (un petit peu) la sienne, l'idylle va-t-elle redémarrer ? Cinq semaines après l'intronisation, à Berlin, de la Grosse Koalition, Pierre Moscovici a déroulé hier le tapis rouge à ses homologues d'outre-Rhin, à l'occasion du Conseil économique et financier franco-allemand. Pour le ministre français de l'Economie, la nouveauté est de ne plus être seulement flanqué, sur sa droite, du redoutable grand argentier conservateur Wolfgang Schäuble, mais d'avoir maintenant à ses côtés le social-démocrate Sigmar Gabriel, superministre de l'Economie et de l'Energie ...

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

03.02.2014

*Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr***